
**Vers le grand large ?
Le commerce extérieur allemand
entre l'UE et les BRICS**

Hans Brodersen

Novembre 2014

Comité d'études des relations franco-allemandes



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

Cette « Note du Cerfa » est publiée dans le cadre du
« Dialogue d'avenir franco-allemand », un projet mené en coopération par le
Comité d'études des relations franco-allemandes de l'Institut français des
relations internationales, la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik et la

Robert Bosch Stiftung

Les activités de recherche, de secrétariat de rédaction et de publication
du Cerfa bénéficient du soutien du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie
du ministère des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat
de l'Auswärtiges Amt.



Directeurs de collection : Yann-Sven Rittelmeyer, Hans Stark

ISBN : 978-2-36567-335-8

© Ifri – 2014 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Auteur

Hans Brodersen est professeur émérite d'HEC Paris. Il a commencé sa vie professionnelle dans les secteurs de la banque et de l'assurance en Allemagne. À l'issue de ses études d'économie, il exerce le métier de consultant à Bruxelles avant de migrer en Île-de-France. Il prend un poste de lecteur d'allemand (DAAD) à HEC Paris qui sera transformé en poste de professeur d'allemand « langue et civilisation ». Après deux DEA en études européennes et en études germaniques, il obtient un doctorat en études germaniques.

Il a publié de nombreux articles sur l'évolution de l'économie allemande, surtout dans la revue *Allemagne d'aujourd'hui* (Éditions du Septentrion, Lille).

Résumé

Cette note décrit l'évolution du commerce extérieur allemand dans le monde. Elle retrace l'envolée des exportations allemandes et du solde commercial au cours de ces 20 dernières années, tout en insistant sur l'évolution de la structure géographique des échanges de biens. Cette dernière montre un fort accroissement du poids des pays émergents – sans pour autant que cela ne remette en question l'importance des marchés traditionnels pour l'Allemagne. L'Union européenne, mais aussi les États-Unis, restent des marchés de tout premier ordre pour le commerce extérieur allemand.

Dans un second temps, cette analyse détaille le commerce allemand avec les différents pays composant les BRICS. Elle présente la situation compétitive de ces pays et décrit les difficultés qui se dressent sur la route des exportateurs allemands.

Au final, malgré la crise démarrée en 2008/2009, l'Union européenne reste un marché essentiel pour les exportations allemandes, notamment grâce à la compensation apportée par la hausse des échanges avec les pays d'Europe centrale et orientale. De plus, cette décline relative de l'importance des partenaires européens a aussi été compensée par la hausse de la part des pays émergents dans le commerce extérieur allemand.

Executive summary

This note describes the evolution of German foreign trade at a global level. It reviews the surge in German exports and Germany's trade balance over the last two decades, focusing in particular on the question of how the geographic structure of the exchange of goods has evolved over the course of this period. It depicts a strong rise in the significance of emerging countries – but without calling into question the importance of Germany's traditional markets. Both the European Union and the United States continue to be markets of pivotal importance for German foreign trade.

Furthermore, this analysis details Germany's foreign trade relations with those countries commonly referred to as "BRICS". It discusses the competitive situation of those countries and describes the difficulties German exporters have to face.

In the end, despite the financial crisis that broke out in 2008/2009, the European Union remains a core market for German exports, thanks especially to the compensatory effect of increased commercial exchanges with Eastern and Central European countries. Meanwhile, the relative decrease in the significance of European partners has also been compensated by the increase in the emerging countries' share in Germany's foreign trade.

Sommaire

L'ÉVOLUTION GLOBALE DU COMMERCE EXTÉRIEUR ALLEMAND	5
L'ÉVOLUTION GÉOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTÉRIEUR ALLEMAND	9
LES SOLDES DU COMMERCE EXTÉRIEUR ALLEMAND	12
LE COMMERCE EXTÉRIEUR ALLEMAND AVEC LES BRICS	15
ANALYSE DES ÉCHANGES AVEC LES BRICS, PAYS PAR PAYS.....	19
Informations générales.....	19
Le Brésil	25
La Russie	27
L'Inde.....	29
La Chine	31
L'Afrique du Sud	33
CONCLUSIONS.....	36

L'évolution globale du commerce extérieur allemand

Le commerce extérieur, présenté ici dans la définition spécifique du « commerce international de marchandises »¹ joue depuis la fin du XIX^e siècle un rôle majeur pour le développement économique allemand. Il est fondé sur une tradition commerciale ancestrale remontant au moins à l'époque romaine et se poursuivant tout au long du Moyen Âge. L'Allemagne étant située géographiquement au centre de bon nombre de voies commerciales qui traversent le continent européen et proche des centres de développement économique d'alors : l'Italie du Nord, les Flandres, l'Angleterre et la France. La géographie a favorisé à la fois le commerce, l'échange des idées ainsi que la production artisanale. Les matières (premières) telles l'ambre, le sel, les gisements de minerais ou le charbon dont le pays a été richement doté, ont contribué au commerce international. Ces éléments ont ensuite favorisé l'émergence et l'essor fulgurant de l'industrie allemande vers le milieu du XIX^e siècle. Cette industrie joue jusqu'à ce jour un rôle prépondérant en Europe et fonde, aujourd'hui encore, la puissance commerciale allemande et européenne.

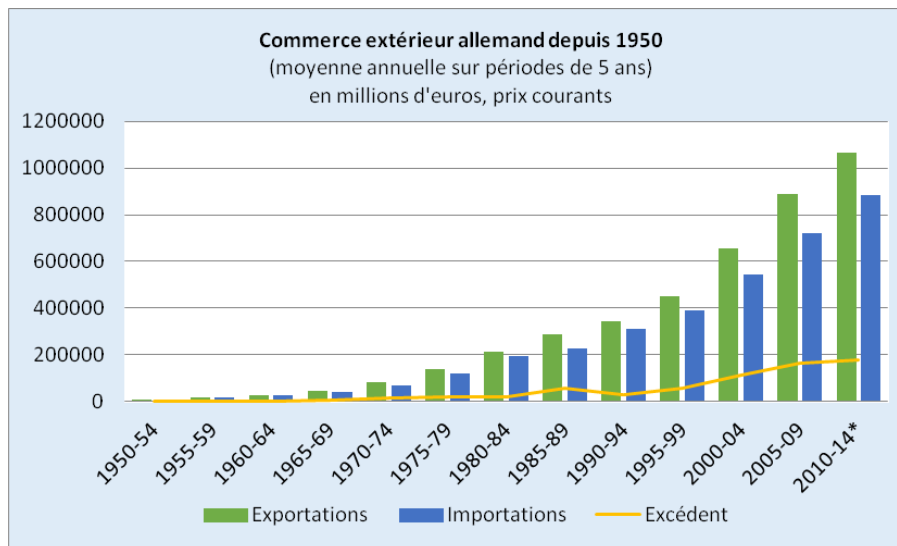
Dépourvu d'accès à des colonies d'envergure, l'Allemagne a dû se tourner tôt vers les marchés internationaux, et d'abord vers ceux des nations développées, c'est-à-dire les pays occidentaux. Les pays de l'Est ont également fourni des marchés à la fois proches et intéressants. Après la césure qu'a constituée, pour le commerce allemand, l'époque du nazisme, la République fédérale d'Allemagne (RFA) a très vite renoué, dès le début des années 1950, avec la tradition commerciale du pays. Il fallait d'abord se procurer les capitaux et devises nécessaires à la reconstruction et à la modernisation de l'industrie et ensuite financer la soif des Allemands pour les destinations touristiques « hors frontières », les produits étrangers, les matières premières et l'offre des sous-traitants internationaux. Pour son industrie, le marché allemand fournissait la demande de base, et le commerce international, la rentabilisation d'une offre allemande en constante adaptation aux techniques

¹ *Spezialhandel* dans la terminologie allemande. Concernant les exportations, ce terme concerne toutes les marchandises qui traversent les frontières douanières allemandes. Quant aux importations, elles ne sont comptabilisées que si les marchandises sont définitivement importées dans l'espace douanier allemand. Les livraisons vers les stocks hors douane (p. ex. les ports francs) ne sont pas prises en compte.

évoluant sans cesse. Le potentiel du marché national fut rapidement amplifié par la construction progressive, dès 1957, d'un marché européen unifié. Commerce extérieur et compétitivité sont ainsi devenus indissociables, se soutenant mutuellement et constamment. Hormis les deux premières années de l'existence de la RFA, aucune année ne s'est soldée depuis par un déficit commercial.

Comme le montre le graphique qui suit, le commerce extérieur allemand décolle véritablement dans les années 1980 lorsque, à la suite du brutal renchérissement du pétrole dans les années 1970, le pays doit mobiliser ses réserves de compétitivité pour ne pas devoir s'endetter à l'étranger². Le marché intérieur est alors appelé à se satisfaire progressivement de taux de croissance moindres au profit des exportations. Cette politique de « maîtrise » de la demande interne et des budgets publics, culmine dans la deuxième partie des années 1980 sous le chancelier Helmut Kohl, avant la chute du mur, lorsque les exportations s'accroissent fortement tandis que les importations avancent dans des proportions plus mesurées. Le résultat en est un fort accroissement de l'excédent commercial et surtout de la balance courante. De ce fait, l'Allemagne commence à exporter une partie de son épargne qui se place à l'étranger sous forme d'investissements financiers, mais aussi d'investissements directs et productifs. Les réseaux géographiques de production et de commercialisation s'étoffent, fondant ainsi une nouvelle poussée du commerce extérieur allemand.

Graphique 1



Source : Destatis, séries longues ; calculs de l'auteur.

² En 1981, le déficit de la balance courante avait atteint près de 2%. Deutsche Bundesbank, « Leistungsbilanzüberschuss der deutschen Wirtschaft », chapitre du rapport annuel de la banque pour 2013, p. 43-65.

En observant le graphique 1, on remarque, entre la deuxième moitié des années 1980 et la première moitié des années 1990, une rupture. D'abord, un accroissement sensible du solde commercial qui, ensuite, recule dans la période 1990/1994. Ce recul passager fut le résultat d'une réorientation de la politique économique du pays. Les années avant la chute du mur de Berlin avaient été caractérisées par une certaine rigueur budgétaire et un tassement relatif de la demande interne avec le résultat d'un solde commercial fortement augmenté. Ensuite, face aux aspirations des Allemands de l'Est, le gouvernement dut lâcher les rênes du budget, la demande interne étant fortement stimulée – et avec elle les importations – par la soif de consommation des nouveaux citoyens de la RFA élargie. Le solde commercial recula donc, mais retrouva ensuite son chemin ascensionnel dès la reprise en main des problèmes du financement de l'unité allemande par le gouvernement. Dès les années 2000, le commerce extérieur allemand s'accroît de façon exponentielle et le solde commercial atteint des sommets extravagants : plus de 7 % du PIB. Et comme les balances des revenus financiers sont également excédentaires et que le déficit des services s'est réduit, l'Allemagne a réalisé en 2013 un excédent de sa balance courante de 6,9 % du PIB. Cet excédent signifie que le pays exporte une bonne partie de son épargne³ à l'étranger. Ce point explique pourquoi les investissements allemands s'établissent en 2013 à 17 % du PIB seulement, un des plus bas historiques⁴.

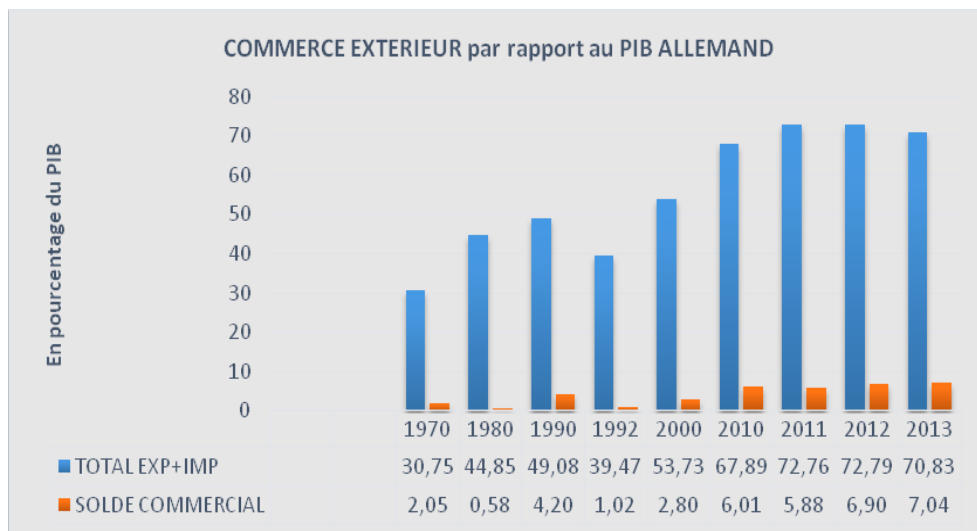
Comme le montre très clairement le graphique 2, l'Allemagne est l'une des économies les plus ouvertes au monde, avec un commerce extérieur (selon la définition donnée au début de cette note) qui dépasse les 70 % du PIB. Elle échange ses produits avec 262 États et unités administratives dans le monde⁵. Cela montre, avec des soldes excédentaires permanents et conséquents, que le pays est aussi une des économies les plus compétitives. Mais cette médaille a un revers bien connu : une crise internationale qui touche de nombreux partenaires de l'Allemagne ou un ralentissement du commerce mondial se répercutent rapidement et fortement sur l'économie allemande. Depuis 2012, le degré d'ouverture régresse légèrement. La crise de la dette, les difficultés de certains pays émergents à conserver des flux de capitaux positifs, le ralentissement de la croissance dans les pays émergents laissent des traces visibles. Si ces dernières ne sont pas compensées par une demande intérieure accrue, les taux de croissance du PIB allemand resteront comprimés, comme c'est le cas depuis 2013.

³ Le taux d'épargne allemand atteint environ 24 % en 2013.

⁴ Marcel Fratzscher, *Die Deutschland-Illusion*, Munich, Hanser, 2014, p. 74 et suite. En 1991, les investissements bruts avaient atteint 24 % du PIB.

⁵ Selon la nomenclature de la banque de données « Genesis », de Destatis.

Graphique 2



Source : Destatis, séries longues ; calculs de l'auteur.

L'évolution géographique du commerce extérieur allemand

En 20 ans, le poids des pays et des regroupements de pays dans les échanges allemands s'est considérablement modifié (cf. tableau 1). Les pays de la zone euro pèsent en 2013 environ 10 points de moins dans les exportations allemandes, passant de 47,6 % à 36,9 %. *Idem* pour les importations, mais dans des proportions moindres (-8 points). Le recul du poids de la France et de l'Italie est particulièrement sensible. Les partenaires de la zone euro restent néanmoins très importants, car même si leur poids baisse, les volumes échangés ont sensiblement augmenté. La France reste le premier partenaire commercial pour les exportateurs allemands, et le troisième pour les importations. Le recul du poids des pays de l'Union européenne (UE) est moins marqué, de 63,8 % à 57 % (-6,8 points) pour les exportations et de 61,1 % à 57,7 % (-3,4 points) pour les importations⁶. Le recul du poids des partenaires à l'Ouest étant en partie compensé par le fort accroissement des échanges avec les pays d'Europe centrale et orientale qui absorbent volontiers les productions allemandes et fournissent, en bon nombre, pièces détachées ou composants pour l'industrie allemande.

⁶ Attention aux périmètres de la zone euro et de l'UE : notre analyse statistique s'appuie sur les périmètres *actuels* des deux ensembles européens (voir la note d'avertissement de lecture sous le tableau 1) pour les 3 années prises en compte.

Tableau 1
Parts des pays et regroupements de pays dans le commerce extérieur
allemand (en % des exportations ou importations)

	1993		2003		2013	
	Export	Import	Export	Import	Export	Import
France	12,30	11,55	10,39	9,08	9,16	7,15
Italie	7,56	8,50	7,29	6,41	4,86	5,26
Zone euro (autres pays)	27,76	26,63	27,27	26,95	22,85	25,91
Total zone euro	47,62	46,68	44,95	42,44	36,87	38,64
Royaume- Uni	8,00	6,26	8,37	5,93	6,91	4,74
Union européenne (autres pays)	8,19	8,18	11,88	13,01	13,18	14,33
Total Union européenne	63,81	61,12	65,20	61,38	56,96	57,71
États-Unis	7,44	7,12	9,28	7,34	8,08	5,41
Japon	2,51	6,02	1,79	3,68	1,57	2,18
BRICS*	5,18	6,15	6,31	9,24	12,09	15,03
MIST*	3,43	2,79	3,09	3,12	4,40	3,10
BEVCN*	0,40	0,64	0,30	0,64	0,49	1,66
Total émergents*	9,01	9,58	9,70	13,00	16,98	19,79
Reste du monde	17,23	16,16	14,03	14,60	16,41	15,23
Total en milliards d'euros	321,29	289,64	664,46	534,53	1 093,81	896,16

Source : Destatis, banque de données « Genesis » ; calculs de l'auteur.
Avertissement de lecture : Pour la zone euro et l'UE, les chiffres des trois années mentionnées concernent l'ensemble des pays membres en 2013, c'est-à-dire comme si ces pays faisaient déjà tous partie de ces regroupements en 2003 ou même 1993, ce qui n'a pas été le cas pour de nombreux d'entre eux. Les périodes où les chiffres ressortent en rouge sont celles qui font apparaître un déficit du solde commercial allemand. *BRICS : Brésil, Russie, Inde, République populaire de Chine, Afrique du Sud. *MIST : Mexique, Indonésie, Corée du Sud, Turquie. *BEVCN : Bangladesh, Éthiopie, Vietnam, Colombie, Nigéria. *Total émergents = BRICS+MIST+BEVCN.

Le cas des États-Unis est intéressant : ils pèsent quasiment le même poids qu'il y a 20 ans dans les exportations allemandes, mais reculent assez sensiblement dans les importations. Le Japon joue maintenant un rôle moindre pour l'économie des échanges allemands.

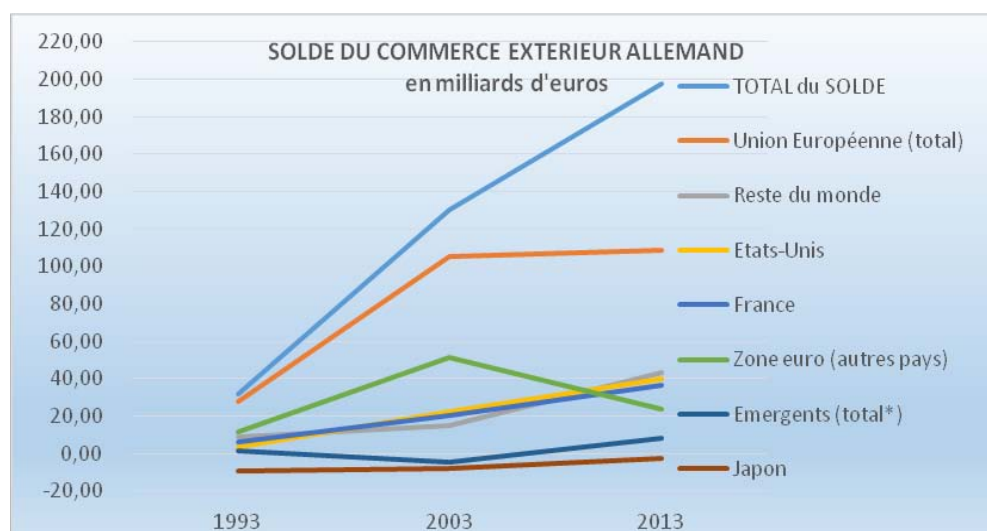
Le poids des pays émergents mentionnés s'est considérablement accru, il a quasiment doublé en 20 ans à 17 % des exportations et 20 % des importations. C'est l'évolution la plus notable dans les statistiques. Mais la majeure partie de cette évolution est un phénomène des 10 dernières années, sauf pour les importations qui ont augmenté, en poids, d'un tiers, de 9,6 à 13 %

entre 1993 et 2003. En 2013, les émergents pèsent plus dans les échanges allemands que la France et le Royaume-Uni réunis. Et ce sont ici, avant tout, les BRICS qui expliquent ce poids accru. En revanche, le poids des pays du regroupement statistique « reste du monde » ne varie quasiment pas en 20 ans.

Les soldes du commerce extérieur allemand

Exception faite du Japon, l'Allemagne n'enregistre en 2013 aucun déficit commercial avec les pays et regroupements de pays représentés dans le graphique 3. La tendance générale est que les excédents sont en hausse et, même le déficit avec le Japon se résorbe progressivement. Les seules tendances divergentes concernent l'UE dans son ensemble, où le solde positif stagne depuis le début des années 2000, et la zone euro (sans la France), où l'excédent recule assez sensiblement. Ce dernier phénomène reflète avant tout les conséquences des crises de 2008-2009, dite « crise des subprimes », et de 2011, dite « crise de la dette », celle-ci étant depuis accompagnée de politiques budgétaires restrictives dans de nombreux pays membres de la zone euro.

Graphique 3



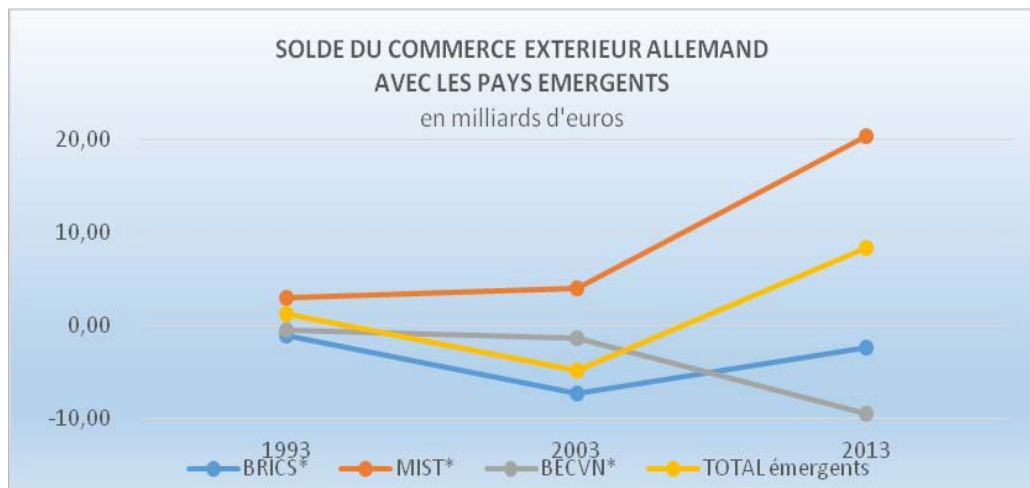
Source : Destatis, banque de données « Genesis » ; calculs de l'auteur ; voir l'« avertissement » sous le tableau 1. *Total des émergents BRICS+MIST+BEVCN.

Les cas de la France et des États-Unis, qui suivent une tendance parallèle dans le graphique 3, sont à cet égard surprenants. La même observation peut d'ailleurs être faite pour le Royaume-Uni, non individualisé dans le graphique. Les politiques budgétaires dans ces pays ont été et restent toujours moins restrictives qu'ailleurs. De

ce fait, la puissance exportatrice allemande y reste intacte et les soldes commerciaux y sont plus conséquents.

Le solde commercial allemand avec les pays émergents (vus ici de façon regroupée) suit une pente quasi parallèle aux courbes de pays comme les États-Unis, la France et le reste du monde ces dix dernières années. Encore déficitaire en 2003, le solde allemand avec les pays émergents dépasse en 2013 les 20 milliards d'euros, près de 10 % du solde total allemand. Mais il convient de distinguer ici trois types de pays émergents : les BRICS, les MIST et les BEVCN. Ils ont été regroupés ainsi par des experts en commerce international en fonction de leurs taux de croissance, de l'importance de leurs marchés et du niveau de développement, parfois de façon arbitraire.

Graphique 4



Source : Destatis, banque de données « Genesis » ; calculs de l'auteur. *BRICS : Brésil, Russie, Inde, République populaire de Chine, Afrique du Sud. *MIST : Mexique, Indonésie, Corée du Sud, Turquie. *BEVCN : Bangladesh, Éthiopie, Vietnam, Colombie, Nigéria. *Total émergents = BRICS+MIST+BEVCN.

Le déficit allemand avec les BRICS⁷, de loin le groupe de pays émergent le plus important pour le commerce extérieur allemand avec 12 % des exportations et 15 % des importations, a été progressivement réduit lors de la dernière décennie. L'ouverture rapide de la Chine aux technologies occidentales, le déploiement d'une industrie diversifiée et avancée technologiquement, l'émergence d'une couche moyenne aisée nombreuse et soucieuse d'accéder aux standards de vie de l'occident – l'ensemble de ces évolutions favorisent les échanges et permettent aux industriels allemands qui s'y sont implantés (à l'image de Volkswagen), parfois il y a 30 ans déjà, d'y promouvoir leurs technologies de production et leurs marques mondiales.

⁷ Acronyme créé par la banque d'investissement Goldman Sachs en 2001.

Les pays « MIST »⁸ (Mexique, Indonésie, Corée du Sud et Turquie) sont aujourd'hui considérés comme une « 2^e vague » de pays émergents. Même s'ils présentent un profil de développement assez hétérogène, ces pays appartiennent tous au groupe des 20 premières économies mondiales et représentent à eux seuls quasi 7 % du PIB mondial. Ils se distinguent par une croissance soutenue, même dans la crise actuelle où certains pays BRICS, tels le Brésil ou la Russie, sont en difficulté. La Corée du Sud s'y distingue nettement. C'est un pays industrialisé depuis de nombreuses années et leader mondial dans de nombreux secteurs industriels à technologie avancée. Son PIB par habitant est supérieur à celui du Portugal ou de l'Espagne⁹. L'Allemagne importe de ce pays de nombreux produits électroniques et peut y placer ses machines industrielles et ses voitures haut de gamme. La vente des voitures « premium » allemandes croîtrait actuellement plus rapidement que le marché automobile coréen dans son ensemble.

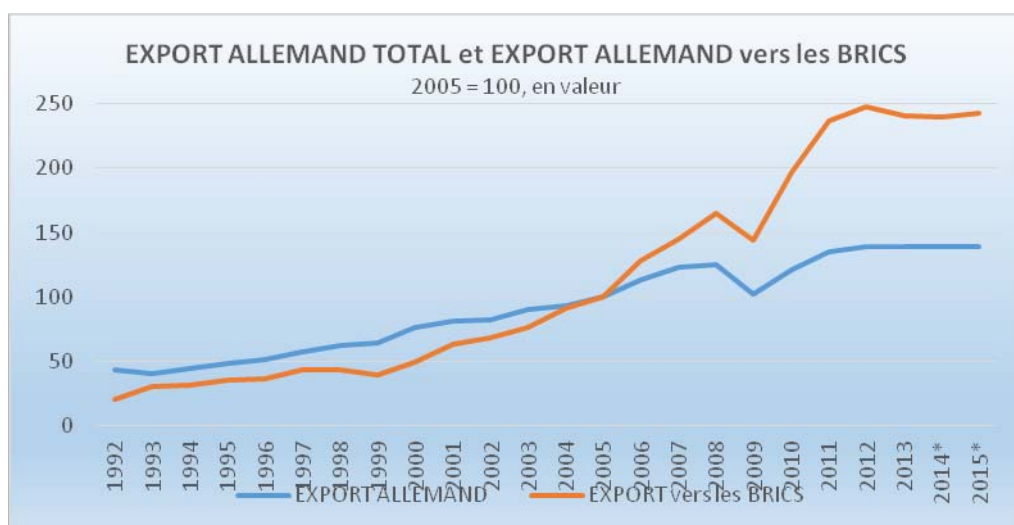
Les pays « BEVCN », acronyme choisi par commodité pour cette étude, qui annoncent une « 3^e vague » de pays émergents plus récente encore, ne pèsent pour l'instant que peu dans les comptes allemands (0,5 % des exportations, mais 1,7 % des importations). Le solde allemand s'y est dégradé lors de la dernière décennie, comme ce fut le cas avec les BRICS lors de la décennie précédente. Il est possible de donner une explication simple à cela : lors d'une première phase de développement, c'est surtout le coût du travail qui anime le « réveil industriel ». Ces pays se développent dans des secteurs industriels plutôt mûrs : le textile par exemple (Bangladesh), ou la production de chaussures de sport pour les grandes marques internationales (Vietnam). Ce développement industriel partiel ne permet pas encore aux constructeurs allemands de machines de se déployer pleinement. Le renforcement des couches moyennes se fait lentement ce qui réduit les possibilités d'exportation de produits industriels techniques et haut de gamme vers ces pays. Le résultat est un déficit de la balance commerciale. C'est particulièrement le cas du Bangladesh. L'Allemagne a exporté vers ce pays pour 452,5 millions d'euros en 2013, mais importé pour 3,5 milliards d'euros.

⁸ Acronyme également créé par Goldman Sachs, mais en 2011.

⁹ Institut der deutschen Wirtschaft Köln, « MIST-Staaten. Die zweite Reihe rückt vor », IWD n° 19, 8 mai 2014.

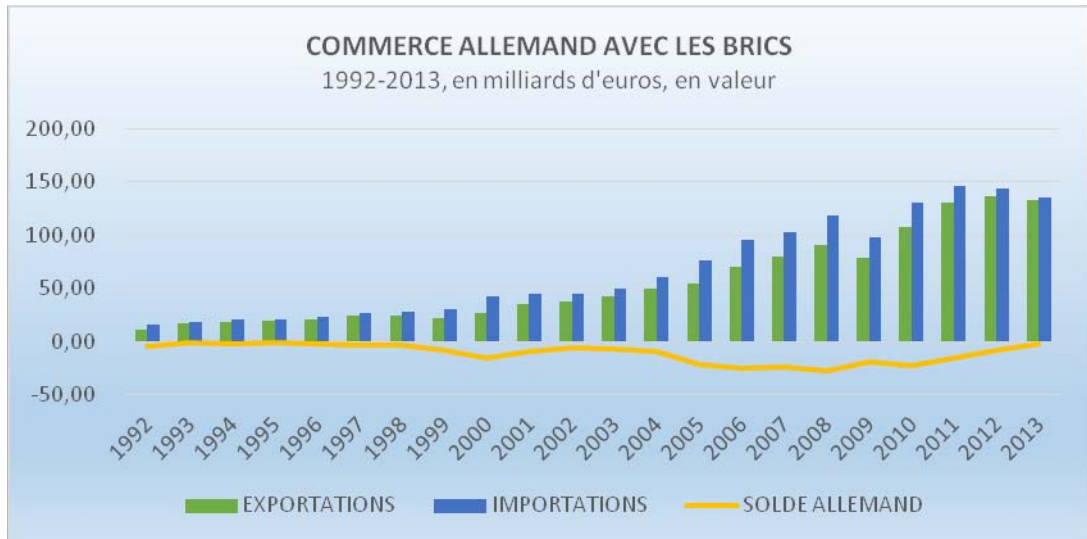
Le commerce extérieur allemand avec les BRICS

Graphique 5



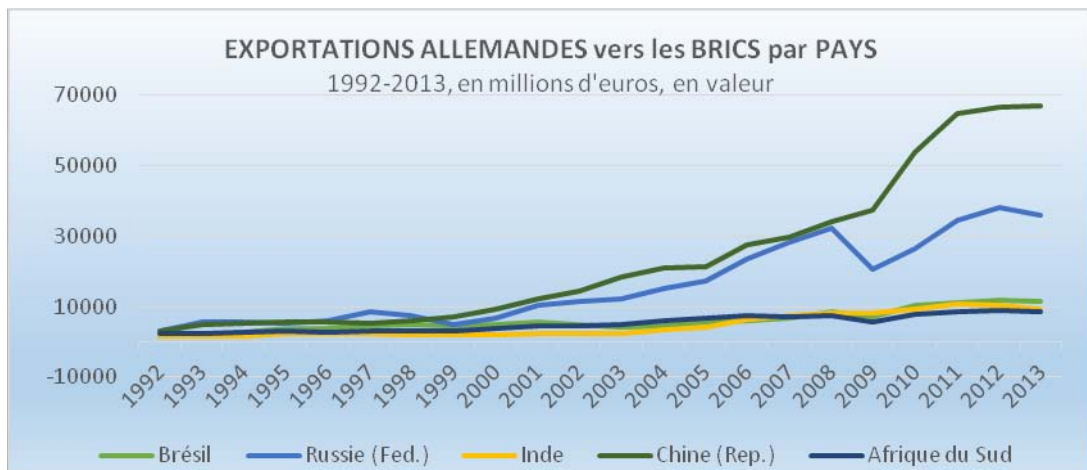
Sources : Destatis, Commerce extérieur (*Spezialhandel*), séries longues ; banque de données « Genesis » ; calculs de l'auteur. *estimations de l'auteur.

De 5,6 % en 1993 à 13,2 % en 2013, le poids des BRICS a plus que doublé dans les échanges extérieurs allemands. En termes nominaux, les exportations et importations cumulées totalisaient 34,45 milliards d'euros en 1993 pour atteindre 266,93 milliards d'euros en 2013, soit huit fois plus que 20 ans auparavant. Pour les exportations allemandes, le véritable décollage s'effectue au début des années 2000 tandis que les importations prennent de l'ampleur dès 2004. De 2005 à 2008, le déficit commercial avec ces pays s'était creusé, mais depuis 2009-2010 il se comble rapidement. En 2013, il a pratiquement disparu.

Graphique 6


Source : Destatis, banque de données « Genesis » ; calculs de l'auteur.

Parmi les BRICS, deux partenaires se distinguent nettement : la Chine suivie de la Russie. Les autres partenaires, le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud ont acquis un poids cumulé dans les exportations allemandes qui correspond grosso modo à celui de la Russie. Mais leur montée dans les échanges est nettement plus lente.

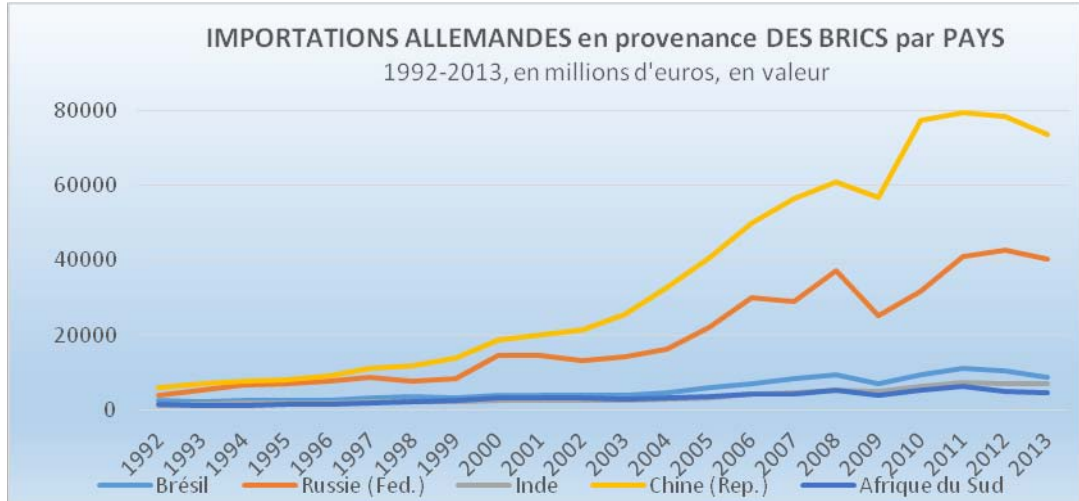
Graphique 7


Source : Destatis, banque de données « Genesis » ; calculs de l'auteur.

Les exportations allemandes vers la Chine et la Russie décollent vers le début des années 2000 : pour la Russie jusqu'à la crise mondiale de 2008-2009, pour la Chine jusqu'en 2011. La crise mondiale, puis la crise ukrainienne, provoquent un net recul pour les exportations vers la Russie. Vers la Chine, les expéditions marquent une stabilisation à un haut niveau dès 2011 due au ralentissement de

la conjoncture mondiale. Une évolution similaire est observable pour les importations, quoique plus accentuée dans le cas de la Chine.

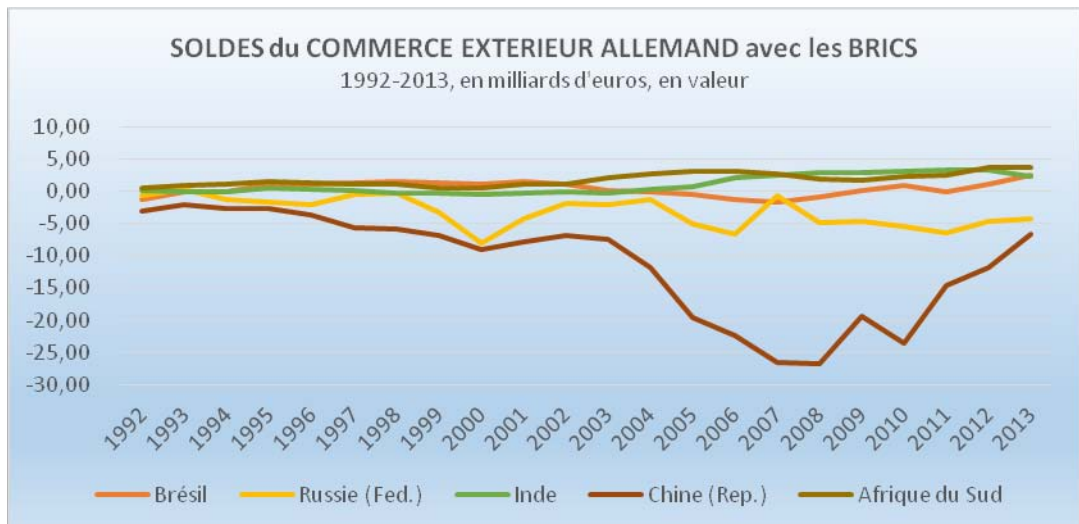
Graphique 8



Source : Destatis, banque de données « Genesis » ; calculs de l'auteur.

Quant aux soldes avec ces pays (cf. graphique 9), l'Allemagne parvient à les accroître légèrement, mais régulièrement, là où ils étaient déjà excédentaires (Brésil, Inde et Afrique du Sud), et à les réduire massivement avec la Chine, là où ils étaient très déficitaires.

Graphique 9



Source : Destatis, banque de données « Genesis » ; calculs de l'auteur.

Avec la Russie, l'évolution du solde déficitaire est plus heurtée, mais la tendance est à la hausse due à l'augmentation des expéditions de gaz et du pétrole vers l'Allemagne. Et cette hausse risque de s'aggraver si les expéditions allemandes en direction de la

Russie se contractent sous l'effet de la crise ukrainienne de 2014-2015¹⁰. À moins que les cours du pétrole et du gaz restent sous pression, comme au 2^e semestre 2014.

¹⁰ Au premier semestre 2014, les exportateurs allemands constatent une baisse de 15 % de leurs expéditions vers la Russie. « Ukraine-Krise : Exporte nach Russland gehen um 15 % zurück », Destatis, 14.08.2014.

Analyse des échanges avec les BRICS, pays par pays

Informations générales

Les cinq BRICS représentent une part importante de la population mondiale : 43 % en 2010 (Chine : 19,6 %, Inde : 17,8 %, Brésil : 2,8 %, Russie : 2,1 %, Afrique du Sud : 0,7 %). L'Europe, hors Russie, représente 8,6 % (dont l'Allemagne : 1,2 %), les États-Unis 4,5 % et le reste du monde 43,9 %¹¹. Mais ils ne représentent, malgré leur forte croissance de ces vingt dernières années, que 20 % (en 2011, contre 8 % en 1990) de la production mondiale. Cette situation laisse augurer un fort potentiel de rattrapage économique¹². Une perspective réjouissante pour les secteurs exportateurs d'Allemagne.

Déjà, les BRICS ont acquis en 20 ans un poids important dans les échanges commerciaux allemands. Ensemble, ils représentent en 2013 12,1 % des exportations allemandes et 15 % des importations (cf. tableau 2). Les BRICS appartiennent tous à la catégorie des partenaires commerciaux importants de l'Allemagne : ils se retrouvent maintenant dans le groupe de tête composé d'une trentaine de pays (sur plus de 200 au total) vers lesquels l'Allemagne expédie plus de 90 % de ses exportations et desquels elle reçoit plus de 90 % de ses importations¹³. Pour les exportations allemandes, la Chine se trouve en 2013 au 5^e rang, la Russie au 11^e, le Brésil au 20^e, l'Inde au 25^e et l'Afrique du Sud au 29^e rang. Pour les importations, ces mêmes pays se situent (dans le même ordre) au 2^e, 7^e, 23^e, 25^e et 32^e rang¹⁴.

En revanche, lorsqu'on tente d'évaluer l'importance de l'Allemagne pour les importations des BRICS, on constate en 2013 que l'Allemagne ne dépassait sa part de marché mondial dans les exportations (7,7 %) qu'avec deux partenaires : la Russie et l'Afrique

¹¹ United Nations Population Division, Online data.

¹² Georg Erber, Mechthild Schrooten, « BRICS : Deutschland profitiert vom Wachstum in Brasilien, Russland, Indien, China und Südafrika – Wie lange noch ? », Chiffres exprimés en dollars ; Chine = avec Macao et Hong Kong. <www.diw.de/documents/publikationen/73/diw_01.c.407168.de/12-34-1.pdf>.

¹³ Destatis, « Export, Import, Globalisierung – Deutscher Aussenhandel 2011 », p. 8.

¹⁴ Destatis, « Außenhandelspartner 2013 BMWI, Fakten zum deutschen Außenhandel 2013 ».

du Sud. En Russie, environ 11,9 % des importations proviennent d'Allemagne et, en Afrique du Sud, 10,3 %. On peut donc conclure que l'Allemagne se trouve, surtout en Chine et en Inde, en forte concurrence avec d'autres pays fournisseurs. En revanche, les pays européens restent, dans cette même perspective, très dépendants de l'Allemagne (et vice-versa !) car cette dernière y dépasse, souvent largement, sa moyenne mondiale. La France, par exemple reçoit près de 17 % de ses importations d'Allemagne et ce pays pèse pour environ 15 % dans les exportations françaises en 2010¹⁵.

Tableau 2
Le commerce extérieur allemand avec les BRICS

Pays	1992 (%)	1997	2002	2007	2011	2012	2013 (%)
	Exportations allemandes en milliards d'euros (et en % du total des exportations)						
Brésil	1,48 (0,4 %)	4,66	4,93	6,84	11,16	11,73	11,42 (1,0 %)
Russie	3,25 (1,0 %)	8,40	11,37	28,16	34,46	38,10	36,11 (3,3 %)
Inde	1,45 (0,4 %)	2,28	2,42	7,34	10,86	10,42	9,19 (0,8 %)
Chine	2,97 (0,9 %)	5,43	14,57	29,90	64,86	66,75	67,02 (6,1 %)
Afrique du Sud	2,22 (0,6 %)	3,01	4,38	7,12	8,66	8,81	8,54 (0,8 %)
Total BRICS	11,34 (3,3 %)	23,78	37,68	79,36	130,01	135,81	132,28 (12,1 %)
Exportations (total)	343,18	454,34	651,32	965,24	1061,23	1 095,77	1 093,81
Pays	1992 (%)	1997	2002	2007	2011	2012	2013 (%)
	Importations allemandes en milliards d'euros (et en % du total des importations)						
Brésil	2,75 (0,8 %)	3,28	3,81	8,48	11,26	10,61	8,93 (1,0 %)
Russie	3,87 (1,2 %)	8,78	13,18	28,89	40,89	42,77	40,41 (4,5 %)
Inde	1,37 (0,4 %)	2,13	2,52	4,75	7,54	7,02	6,92 (0,8 %)
Chine	5,96 (1,8 %)	11,01	21,34	56,41	79,53	78,53	73,70 (8,2 %)
Afrique du Sud	1,59 (0,5 %)	1,82	3,23	4,46	6,22	5,11	4,75 (0,5 %)
Total BRICS	15,55 (4,8 %)	27,01	44,10	103,00	145,43	144,04	134,71 (15,0 %)
Importations (total)	325,97	394,79	518,53	769,89	902,52	905,93	896,16

Source : Destatis, banque de données « Genesis » ; calculs de l'auteur avec arrondis.

¹⁵ Destatis, « Export, Import, Globalisierung – Deutscher Aussenhandel 2011 », p. 12.

Lorsqu'on observe à l'aide du tableau précédent l'évolution des parts des BRICS dans les exportations allemandes de ces 20 dernières années, on note un poids accru de chacun des pays qui composent ce groupe. Mais ce poids a évolué plutôt lentement pour l'Afrique du Sud (+33 %) et l'Inde (+100 %), moyennement fort pour le Brésil (+150 %) et la Russie (+230 %) et très fortement pour la Chine (+578 %). Pour les importations allemandes en provenance des BRICS on observe à peu près les mêmes tendances.

Depuis 2013 pour les exportations et depuis 2012 pour les importations allemandes, un recul sensible se constate dans le commerce avec les BRICS : -2,6 % pour les exportations et -7,4 % pour les importations. Ces reculs sont dus à un certain tassement des taux de croissance (et donc de la demande) dans les BRICS et en Allemagne ces deux dernières années. En Russie, la dynamique de croissance ralentit depuis 2011.

Les difficultés de l'économie mondiale sont-elles les seules en cause où faut-il regarder d'autres facteurs qui rendent les affaires dans les BRICS plus ardues maintenant ? Les observateurs remarquent que les problèmes institutionnels et les retards infrastructurels risquent de peser de plus en plus sur le potentiel économique des BRICS et par ricochet sur les affaires allemandes dans ces pays. Cette étude ne peut pas se pencher en détail sur ces freins au développement et se limite à proposer quelques indices :

Tableau 3
Indicateurs de compétitivité
(Rang mondial en 2009-2010 et 2014-2015)

Pays	Compétitivité globale			Qualité des infrastructures			Qualité du système éducatif		
	2009-2010		2014-2015	2009-2010		2014-2015	2009-2010		2014-2015
Brésil	56	≈	57	81	↓	120	103	↓	126
Russie	63	↑	53	86	↑	74	56	↓	84
Chine*	29	≈	28	66	↗	64	52	≈	52
Inde	49	↓	71	89	≈	90	37	↘	45
Afrique du Sud	45	↓	56	43	↓	59	119	↓	140
Allemagne	7	↗	5	6	↓	11	27	↑	12

Sources : World Economic Forum, Global Competitiveness Report 2009-2010 (133 pays) et 2014-2015 (144 pays). * Chine sans Macao et Hong Kong.

Le tableau 3 montre une image contrastée, mais 2 pays se distinguent assez nettement : la Chine et la Russie. Le premier pays occupe, dans le classement des pays, une position élevée et stable ; le deuxième améliore nettement son rang mondial de compétitivité mais régresse dans le domaine de l'éducation. Le Brésil parvient à maintenir sa position globale moyenne malgré une dégradation de la qualité de ses infrastructures et de son système éducatif. Les autres pays régressent nettement. L'amélioration des infrastructures et des systèmes éducatifs est une condition importante pour l'amélioration

de la croissance potentielle dans ces pays. Les exportateurs et les investisseurs allemands profiteraient doublement d'une évolution positive dans ces domaines : en tant que fournisseurs d'outils et utilisateurs des nouvelles infrastructures.

La Banque mondiale publie chaque année un classement qui prend en compte la facilité avec laquelle les firmes peuvent créer et réaliser des affaires. Cet indicateur note la facilité de créer une entreprise, d'obtenir un permis de construire, de recevoir de l'électricité, d'enregistrer une propriété immobilière, d'obtenir des crédits, de protéger des propriétaires minoritaires, de payer des taxes, de faire du commerce transfrontalier, de faire respecter des contrats et de résoudre les problèmes d'insolvabilité. Le tableau 4 résume la situation des BRICS.

Tableau 4
Classement « Doing business »
(Classement pour 189 pays)

	Facilité de faire des affaires (<i>ranking</i> global sur 10 critères)			Facilité de faire du commerce transfrontalier (1 des 10 critères)		
	2011		2014	2011		2014
Brésil	126	↓	142	121	≈	123
Russie	120	↑	62	160	↗	155
Inde	132	↘	142	109	↓	126
Chine*	91	≈	90	60	↓	98
Afrique du Sud	35	↘	43	144	↑	100
Allemagne	19	↗	14	12	↘	18

Sources : World Bank Group, Doing Business Ranking 2011 et 2014, <http://www.doingbusiness.org/rankings> ; *Chine sans Macao et Hong Kong (cette région occupe la 3^e place dans le *ranking* global et la 2^e pour le commerce transfrontalier).

L'évolution est assez médiocre, à l'exception de la Russie qui parvient à améliorer nettement sa position. Les entreprises allemandes ont profité de cette évolution positive, car les expéditions vers la Russie ont été particulièrement dynamiques de 2010 jusqu'à l'irruption de la crise ukrainienne. L'Afrique du Sud ne perd que peu de positions et reste un partenaire intéressant. La Chine maintient sa position moyenne, mais la facilité de réaliser des affaires transfrontalières s'est dégradée.

Un des facteurs qui rendent les affaires plus difficiles est la corruption. Là non plus, l'évolution n'est pas à proprement parler « réjouissante ». Sur 177 pays scrutés par l'ONG Transparency International, les BRICS restent, du point de vue de la perception de la corruption par les acteurs étrangers, à des positions durablement médiocres. La Russie gagne quelques places, mais reste cantonnée dans le bas du tableau.

Tableau 5
Perception de la corruption
(Classement pour 177 pays)

	2011	2013
Allemagne	14	12
Afrique du Sud	64	72
Brésil	73	72
Chine	75	80
Inde	95	94
Russie	143	127

Source : Transparency International, Corruption Perceptions Index 2011 et 2013.

Quels sont les produits que l'Allemagne échange avec ses partenaires des BRICS ? En ce qui concerne les exportations, le tableau 6 montre une accentuation des structures habituelles du commerce allemand : les secteurs de l'automobile et (surtout) de la machine-outil sont surreprésentés dans les expéditions allemandes vers les BRICS. Quant aux importations, elles sont plus diversifiées et la surreprésentation des produits électroniques et du pétrole/gaz sont le fait de deux pays, la Chine pour les premiers et la Russie pour les seconds.

Tableau 6
Produits échangés avec les BRIC* en 2011
(En % du total des exportations et importations allemandes pour
chaque pays, les BRIC et le monde)

Groupe de produits	Brésil	Russie	Inde	Chine	BRIC*	Monde
	Exportations					
Automobile et pièces	13,7	20,9	7,9	27,3	22,5	17,5
Machines	27,2	22,7	33,1	28,9	27,4	15,3
Produits chimiques	16,9	8,2	11,8	6,0	8,2	9,6
Électronique et optique	7,0	7,3	9,2	8,1	7,9	8,1
Équipements électriques	6,8	7,1	10,2	9,5	8,6	6,3
Divers	28,4	33,8	27,8	20,2	25,4	43,2
	Importations					
Électronique	0,8	0,3	7,9	34,9	20,5	10,0
Pétrole et gaz	1,8	75,3	0,0	0,0	22,1	9,1
Automobile et pièces	1,8	0,1	4,8	1,1	1,1	9,0
Produits chimiques	4,4	2,0	10,5	3,1	3,3	8,0
Machines	6,2	0,2	7,2	8,3	5,7	7,9
Métaux	7,8	10,5	5,1	1,8	5,0	6,9
Divers	77,2	11,8	64,5	50,8	42,3	49,1

Source : Destatis, Pressemitteilung Nr. 295 vom 29.08.2012, destatis.de. *Les données 2013 pour l'Afrique du Sud sont données plus loin.

La société de recherche en économie, Prognos AG, a publié en 2012, en coopération avec la fédération des industriels allemands, BDI, son « Indice élargie du libre-échange et de l'investissement direct » pour les 100 premières puissances économiques du monde.

Cette publication éclaire les potentiels, dans les prochaines années, pour 6 branches particulièrement importantes pour le commerce extérieur allemand. Cet indice est construit sur la base d'autres indices, le Human Development Index des Nations Unies, le Corruption Perception Index, déjà cité, Ease of Doing Business Index, déjà cité, et d'autres données macroéconomiques du Fonds monétaire international (FMI), des Nations Unies, de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)¹⁶.

Tableau 7
Indice élargi du libre-échange et de l'investissement direct*
(Pour les 100 premières puissances économiques mondiales)

Pays	Indice synthétique, 5 branches	Automobile et pièces	Machines	Production chimique	Produits électriques	Produits métallurgiques
Union européenne	1 (7,16)	1 (7,27)	2 (6,81)	1 (7,01)	1 (7,03)	1 (6,99)
Chine	22 (5,76)	39 (5,36)	32 (5,46)	22 (5,74)	33 (5,55)	16 (5,92)
Afrique du Sud	48 (4,79)	50 (4,86)	51 (4,68)	54 (4,92)	48 (4,78)	51 (4,54)
Brésil	63 (4,21)	60 (4,35)	62 (4,17)	60 (4,21)	59 (4,42)	69 (3,99)
Inde	77 (3,83)	74 (3,91)	69 (4,17)	71 (3,82)	63 (4,20)	61 (4,12)
Russie	78 (3,77)	81 (3,67)	75 (3,82)	70 (3,83)	77 (3,73)	84 (3,40)

Source : BDI-Prognos Studie 2012. *Le 1^{er} chiffre indique le rang, le 2^e la valeur de l'indice.

À la vue de cette batterie d'indices des tableaux 3, 4, 5 et 7, qui montrent des classements relativement médiocres pour les BRICS, à l'exception de la Chine, on peut s'interroger sur les raisons du succès commercial allemand dans ces pays. La réponse se trouve probablement dans les chiffres du tableau 6 qui montre que le « succès » allemand repose essentiellement sur 2 grandes branches : la machine-outil et l'automobile. L'équipement électrique se positionne également bien. Ces trois branches dépassent, dans les BRICS, les moyennes constatées pour les exportations allemandes en général (cf. tableau 6). Les industriels de ces branches ont, mieux que d'autres, su compenser ou contourner les difficultés que pose l'état du développement dans les pays émergents. Comment ? Par des produits intéressants, adaptés et avancés techniquement, des services associés recherchés, des implantations (réseaux de commercialisation, joint-ventures, fabrication/montage sur place, sous-traitants attirés, etc.) et une forte volonté associée à une capacité stratégique de dépasser les clivages et particularités culturelles qui se posent dans les pays émergents.

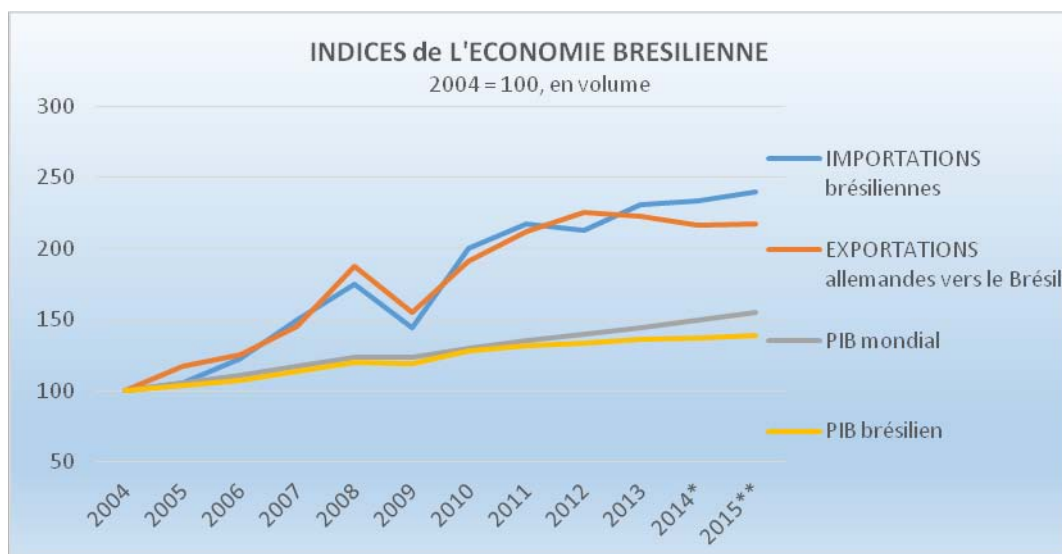
¹⁶ BDI – Prognos-Studie 2012 sur le potentiel des pays émergents.

Le Brésil

Avec une population d'environ 200 millions d'habitants et un PIB par habitant de 11 311 dollars en 2013 (8 500 euros), le Brésil est un grand pays émergent. Près de 20 % du PIB provient actuellement de son industrie et du secteur de la construction. Mais la croissance des secteurs industriels a été relativement faible en 2013, avec 1,9 % seulement tandis que l'agriculture, par exemple, qui pèse pour 5,7 % dans le PIB brésilien, a augmenté sa production de 7 %. Le Brésil est un des grands acteurs sur le marché agricole mondial et dispose d'assez importantes réserves de pétrole et de gaz ainsi que de divers minerais¹⁷.

Les gouvernements successifs depuis l'ère Lula da Silva ont mené une politique active de soutien à l'économie, en s'endettant. Mais de façon raisonnable, car la dette de l'État n'atteint que 33 % du PIB en 2013-2014. Le taux de chômage est descendu à moins de 5 % en septembre 2014, une performance très respectable dans le contexte latino-américain. Cependant, un grand nombre de défis attendent le nouveau gouvernement brésilien de Dilma Rousseff, difficilement réélu fin octobre 2014. Les besoins du pays en infrastructures, en éducation, en santé et en matière de réduction des inégalités restent importants.

Graphique 10



Sources : IMF, World Economic Outlook database octobre 2014 ; Destatis, banque de données « Genesis » ; Destatis, Indice de prix du commerce extérieur, Index des prix à l'exportation ; calculs de l'auteur. * Estimations ; **prévisions.

¹⁷ Ces chiffres proviennent de German Trade and Invest (www.gtai.de), *Wirtschaftsdaten kompakt : Brasilien*.

L'économie, en quasi-stagnation avec 0,3 % du PIB en 2014, attend d'être relancée – mais sur la base de quel modèle ? La poursuite de la politique de soutien à la demande actuelle, qui stimule le marché intérieur au détriment d'un équilibre extérieur de plus en plus précaire avec une balance courante qui s'enfonce dans le rouge depuis 2007 (-3,6 % du PIB en 2013), une inflation de plus de 6 % et une monnaie, le réal, qui a chuté de 0,65 dollar à 0,39 dollar fin octobre 2014 (-60 % en trois ans !)¹⁸ ? Ou une politique qui vise à restaurer la compétitivité manufacturière du Brésil en réduisant les coûts et charges des entreprises, en libérant les entreprises de multiples carcans bureaucratiques souvent changeants, en ouvrant le pays vers la concurrence internationale par plus de libre-échange ? En améliorant le contexte pour faire des affaires au Brésil, le gouvernement réduirait du coup le déficit de la balance courante car celui-ci est essentiellement dû au retrait, par les investisseurs étrangers, des bénéfices réalisés au Brésil. Le réinvestissement de ces bénéfices dans le pays permettrait de relancer les affaires au Brésil et permettrait aux exportateurs allemands de prospérer.

Le graphique 10 illustre bien la situation du pays et du commerce allemand avec ce pays. Longtemps, le Brésil évoluait au rythme de l'économie mondiale. Mais depuis 2011, un sensible décrochage se dessine. Ces quatre dernières années, la moyenne annuelle de la croissance du PIB brésilien s'est élevée à 1,6 % en volume, contre 3 à 4 % pour le PIB mondial. Quant aux importations brésiliennes, elles restent orientées à la hausse, malgré le ralentissement de la croissance du PIB. Cela reflète la solidité de la demande intérieure alimentée par des salaires relativement élevés. L'effritement de la valeur de la monnaie brésilienne, le réal, n'a, pour l'instant, que peu d'effet sur la demande intérieure mais alimente l'inflation.

Les taux de croissance des exportations allemandes, qui évoluaient longtemps au rythme des importations brésiliennes se tassent nettement depuis 2012. Mais cette moindre dynamique est relative, et, compte tenu de la situation du Brésil sur le plan économique et monétaire, elle n'a rien d'effrayant. L'Allemagne reste, avec 6,3 % des importations brésiliennes, le 4^e pays fournisseur du Brésil. Elle se situe derrière la Chine (15,6 %), les États-Unis (15,1 %), et l'Argentine (6,9 %). Dans cette liste, l'Allemagne est suivie du Nigéria (4 %), de la Corée du Sud (4 %) et du Japon (3 %)¹⁹. Quant aux exportations brésiliennes, l'Allemagne est, avec une part de 2,7 % en 2013 le 6^e pays acheteur, loin derrière la Chine (19 %), les États-Unis (10,3 %), l'Argentine (8,1 %), les Pays-Bas (7,2 %) et le Japon (3,3 %). Mais en réalité, les achats allemands

¹⁸ Pour ces chiffres : *El Pais* du 28 octobre 2014, p. 2.

¹⁹ Ces chiffres proviennent de German Trade and Invest (www.gtai.de), *Wirtschaftsdaten kompakt : Brasilien*.

sont plus importants car une bonne partie des hydrocarbures importés du Brésil transite par les Pays-Bas.

Dans les exportations allemandes vers le Brésil, on note que les deux tiers des expéditions se concentrent dans les secteurs où l'Allemagne joue traditionnellement un rôle important au niveau mondial : la chimie, les machines, l'électricité et, un peu moins au Brésil, l'automobile. Une fois dépassé le ralentissement actuel du marché brésilien et les réformes nécessaires mises en route pour plus de compétitivité brésilienne, il est tout à fait probable que le Brésil aura, dans quelques années, un poids encore plus important dans les échanges commerciaux allemands. En effet, ce pays cherche à pousser en avant son industrialisation et il en a les moyens grâce aux matières premières dont il dispose. De plus, sa classe moyenne augmente, de même que les besoins qui vont avec (infrastructures, éducation, santé) également. Toutefois, la baisse actuelle des cours des matières premières peut freiner l'expansion.

La Russie

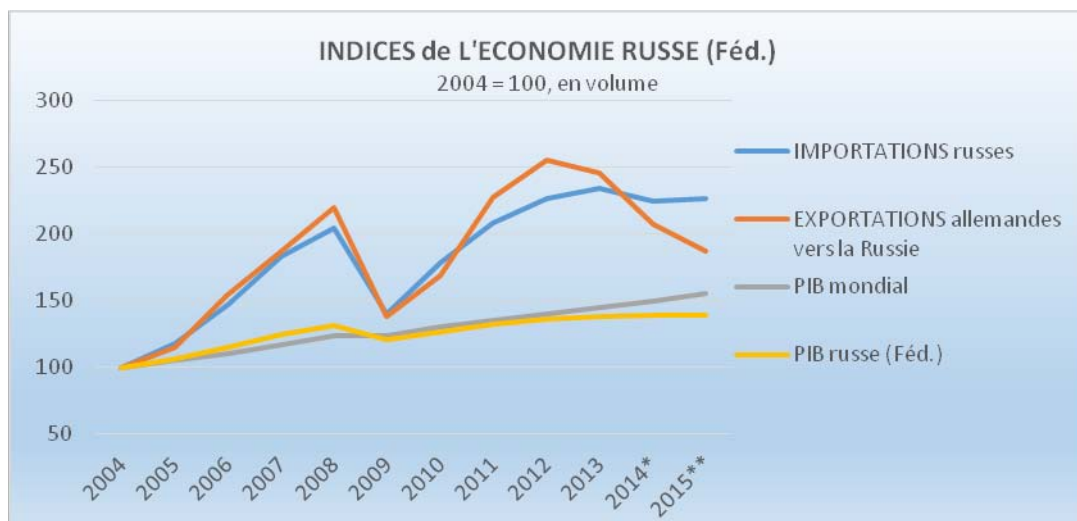
Avec une population de 143,7 millions en 2014, la Russie a perdu 2,6 millions de personnes. Mais le processus de perte de population semble enrayé. Le PIB par habitant s'est établi en 2013 à 14 591 dollars (11 000 euros). De 2003 à 2008, le taux de croissance du PIB évoluait sur une lancée de 7 %, mais la crise de 2009 a brisé cet élan. Depuis 2012, le recul des taux de croissance est sensible. La Russie évolue maintenant et, si les cours mondiaux pour le pétrole et le gaz restent durablement bas, en dessous du taux de croissance de l'économie mondiale. Pour 2014 et 2015, le FMI prévoit des taux de 0,24 % et 0,51 % seulement²⁰.

Cela s'explique par la dépendance du pays envers la vente de ses ressources énergétiques. Pétrole et gaz représentent environ 65 % du total des exportations russes, à quoi s'ajoutent des minerais et des métaux. La balance courante est restée traditionnellement excédentaire et continue à l'être actuellement, mais son excédent baisse continuellement. En 2014, il atteint 2,7 % du PIB contre 10,1 % en 2004. Sans l'exportation des ressources énergétiques, la balance courante serait fortement déficitaire et la Russie contrainte de s'endetter massivement à l'étranger. On a calculé que l'excédent de la balance courante, de 5,1 % atteint en 2011, se serait permuté en un déficit massif de -13,1 % sans les ventes d'énergie²¹. Pour contrer ces tendances, la Russie a considérablement augmenté ses exportations en armements de tout genre.

²⁰ IMF, *World Economic Outlook database octobre 2014*

²¹ Georg Erber, Mechthild Schrooten, « BRICS : Deutschland profitiert vom Wachstum in Brasilien, Russland, Indien, China und Südafrika – Wie lange noch ? », *op.cit.*

Graphique 11



Sources : IMF, World Economic Outlook database octobre 2014 ; Destatis, banque de données « Genesis » ; Destatis, Indice de prix du commerce extérieur, Index des prix à l'exportation ; calculs de l'auteur. * Estimations ; **prévisions.

L'endettement public, qui était encore de 60 % en l'an 2000, a fortement reculé à 13,9 % en 2013. Ceci provient essentiellement des taxes sur la production énergétique. Le gouvernement russe aurait donc les moyens pour combattre la quasi-stagnation économique actuelle, mais il est handicapé par la crise ukrainienne qui sévit depuis 2013 et a abouti à une multiplication des sanctions économiques de part et d'autre. Ces dernières pèsent déjà sur les expéditions allemandes vers la Russie (-15 % au premier semestre 2014). Au lieu de s'atteler à la modernisation de l'économie et à la poursuite des efforts pour une amélioration des infrastructures, le gouvernement russe sera vraisemblablement contraint de soutenir l'économie intérieure par le soutien à la consommation.

L'Allemagne est en 2013, avec 11,9 % des importations russes, le 2^e fournisseur de la Russie, après la Chine (16,7 %) et devant les États-Unis (5,2 %) – loin devant la France (4,1 %). Il s'agit donc d'un marché très important pour les exportateurs allemands. Cependant, la crise ukrainienne et la baisse actuelle des cours des matières premières risquent fort d'entamer le potentiel de la Russie pour les industriels allemands.

Théoriquement, la Russie dispose, grâce à ses réserves en matières premières et en raison de sa taille, d'un grand potentiel économique. La poursuite de son industrialisation devrait être un impératif absolu tout comme l'amélioration de ses infrastructures sur tous les plans. Une fois sa politique étrangère normalisée, ce potentiel devrait réactiver fortement les expéditions allemandes. En 2013, 23,7 % des exportations allemandes étaient constituées de machines et d'équipements industriels, 19,8 % d'automobiles (et pièces liées) et 15,8 % de produits chimiques. La Russie, avec sa

structure d'exportations (matières premières, métaux et pétrochimie) et sa proximité géographique, est, vu sous l'angle structurel, un partenaire complémentaire et même idéal pour l'Allemagne²².

Mais en cette fin 2014, ce sont surtout les problèmes géopolitiques et les prix des matières premières qui font que les importations russes stagnent depuis 2013 et que les exportations allemandes vers ce pays reculent sensiblement.

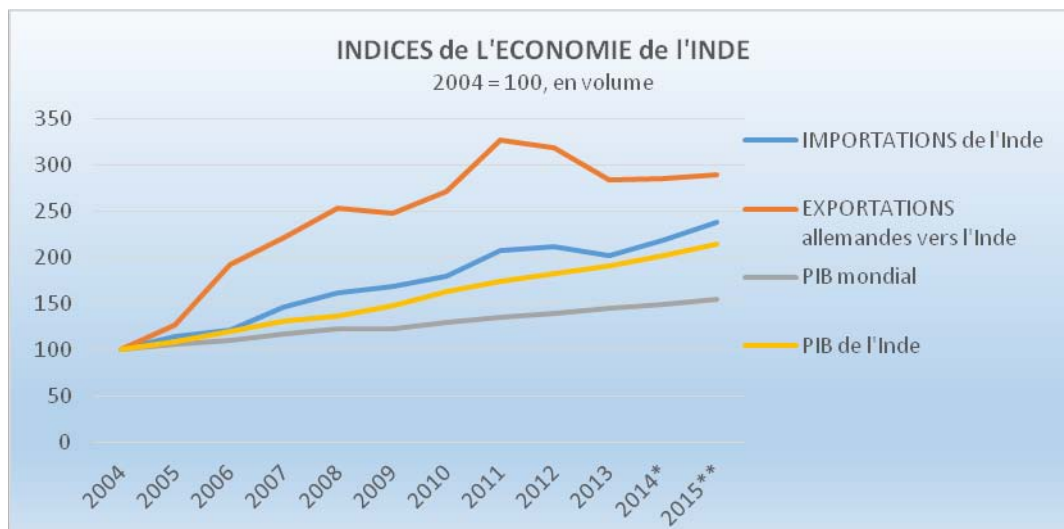
L'Inde

Ce pays-continent de 1,26 milliard d'habitants en 2014 est un des principaux moteurs de la croissance mondiale avec un taux annuel moyen de 7,6 % de son PIB en volume depuis 2003. Son PIB par tête est, avec 1 509 dollars en 2013 (1 135 euros), encore faible, mais il augmente très vite : +7,8 % en 2014, à 1 626 dollars (1 250 euros). Sa balance courante reste, depuis 2004, déficitaire. Le pays importe donc de l'épargne étrangère (sous forme d'investissements directs et financiers), mais avec un taux annuel moyen du déficit courant depuis 2004 de -2,2 % du PIB, les flux financiers restent maîtrisés²³. Seul bémol actuel : l'investissement dans des titres financiers, souvent placés à court terme, reste loin devant l'investissement direct dont le pays aurait besoin pour accroître son potentiel de développement. Toutefois ceci n'est pas le plus grand problème de l'Inde, car son épargne nationale qui s'élève à 30 %, couvre presque l'investissement brut du pays qui atteindra 32 % en 2014. Plus préoccupant est le déficit budgétaire persistant qui atteint -7,2 % en 2013 et 2014, ce qui, avec la dévaluation de la roupie en 2013-2014, alimente l'inflation (9,5 % en 2013 et 7,8 % en 2014). La dette publique est stabilisée à 60 % du PIB.

²² BMWI, Länderinformationen, *Russland – Wirtschaftliche Beziehungen*, <www.bmwi.de/DE/Themen/Aussenwirtschaft/laenderinformationen>.

²³ Pour ces chiffres : IMF, *World Economic Outlook database octobre 2014*.

Graphique 12



Sources : IMF, World Economic Outlook database octobre 2014 ; Destatis, banque de données « Genesis » ; Destatis, AußenhandelspreisIndizes, Index der Ausfuhrpreise ; calculs de l'auteur. * Estimations ; **prévisions.

Avec 2,6 % des importations de l'Inde en 2013, l'Allemagne n'est pas l'un des tout premiers fournisseurs de ce pays. La Chine, avec 11,1 %, est en tête, suivie de l'Arabie Saoudite (7,9 %) et des Émirats arabes unis (7,1 %), puis de la Suisse (5,3 %) et des États-Unis (4,8 %). Ceci est lié au fait que l'Inde importe avant tout du pétrole (33,1 %), des produits chimiques (9,5 %), des produits électroniques (5,7 %), des minéraux non métalliques (5,6 %) – et seulement pour 5,6 % de machines-outils et d'équipements de fabrication.

Comme le montre bien le graphique 12, les exportateurs allemands ont su profiter de la croissance des importations de l'Inde, lesquelles ont augmenté encore plus fortement que son PIB lors des 10 dernières années. Depuis 2004, et jusqu'en 2011, les exportations allemandes vers l'Inde ont plus que triplées en volume. Depuis, elles se tassent sensiblement, alors que les importations indiennes évoluent toujours sur une lancée dynamique. Le tassement des expéditions allemandes est dû à un climat actuel moins favorable dans le secteur industriel de l'Inde, malgré la baisse de la roupie et le soutien du secteur venant de la politique budgétaire expansionniste²⁴. Une explication pour cette situation pourrait être que les infrastructures de cet immense pays restent chroniquement insuffisantes et freinent le développement industriel. Les experts pointent aussi une baisse des dépenses en recherche et développement ce qui, à terme, pourrait baisser la croissance

²⁴ Près de 26 % du PIB indien proviennent de l'industrie, contre 58 % pour les services et 16 % pour le secteur primaire, qui lui, occupe encore 50 % de la population. Cf. BMWI, Länderinformationen, Indien – Wirtschaftliche Beziehungen, <www.bmw.de/DE/Themen/Aussenwirtschaft/laenderinformationen>.

potentielle du pays²⁵. Les exportations allemandes de machines-outils et autres équipements d'usine, qui en 2011 constituaient 33 % des exportations vers l'Inde (cf. tableau 6), chiffre impressionnant, stagnant. Les expéditions d'automobiles, frappées de forts droits de douane, et handicapées par un marché encore étroit, ne peuvent pas compenser cette stagnation.

La Chine²⁶

Cet immense pays de 1,37 milliard d'habitants en 2014 est depuis une vingtaine d'années le vrai moteur de l'économie mondiale. Depuis 2001, son PIB a triplé et, ces dix dernières années, le taux moyen de croissance annuelle a atteint quasi 10 %. Certes, l'expansion tend à ralentir. Pour la 2^e décennie du XXI^e siècle, le FMI prévoit un taux moyen de 7,2 % seulement et à la fin de la décennie, la Chine évoluera sur une tendance de 5 à 6 %. Mais cette expansion restera, selon les prévisions actuelles, toujours supérieure à la croissance mondiale. Le moteur chinois continuera à fournir du dynamisme à l'économie mondiale²⁷.

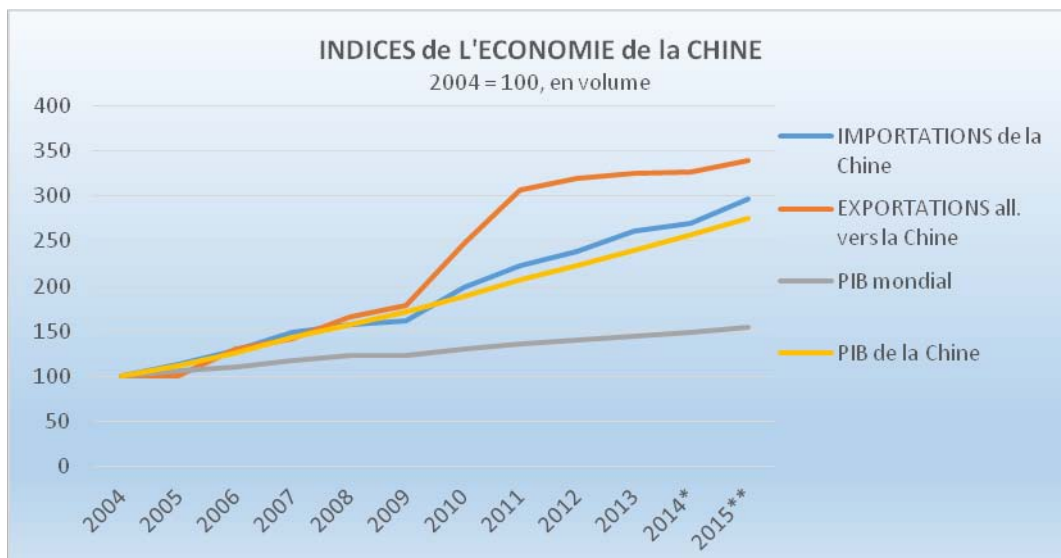
La gestion macroéconomique de la Chine a été, et reste pour l'instant, remarquable. L'inflation attendue à 2,3 % en 2014 et le chômage de 4,1 % font pâlir nombre de responsables occidentaux et d'autres pays émergents. La crise mondiale de 2008-2009 n'a à peine touché les finances publiques : d'un équilibre parfait en 2007, le budget chinois est passé à un déficit de -1,8 % seulement. Il se limite à -1 % en 2014. La dette évolue sur une pente stable à 40 %. L'investissement national brut, de 47,7 % à l'heure actuelle est couvert à hauteur de 49,5 % du PIB par l'épargne nationale. La Chine en exporte bon an mal an entre 2 et 3 % du PIB (solde de la balance courante ; 1,8 % en 2014). Le pays est maintenant loin des excédents courants de 8 à 10 % des années 2006-2007-2008, et contribue donc à l'équilibre des échanges mondiaux. Seul bémol : le fort taux d'investissement indique que la possibilité d'une mauvaise orientation de l'épargne peut augmenter et favoriser la formation de bulles. Les difficultés actuelles dans le secteur de la construction en Chine, qui ressemblent bien à l'éclatement d'une bulle, sont un exemple de cette problématique.

²⁵ Sachverständigenrat Wirtschaft, *Jahresgutachten 2014/15*, novembre 2014, p. 58.

²⁶ Sans Hong Kong et Macao.

²⁷ Pour ces chiffres : IMF, *World Economic Outlook database octobre 2014*, et calculs de l'auteur.

Graphique 13



Sources : IMF, World Economic Outlook database octobre 2014 ; Destatis, banque de données « Genesis » ; Destatis, AußenhandelspreisIndizes, Index der Ausfuhrpreise ; calculs de l'auteur. * Estimations ; **prévisions.

Le PIB par habitant, de 941 dollars en l'an 2000, atteindra 7 572 dollars en 2014 (6 078 euros). Dans les régions côtières industrialisées, les couches moyennes, toujours plus nombreuses, disposent déjà de revenus annuels comparables aux standards des pays occidentaux, ce qui favorise la consommation et avec elle, les importations. Comme le montre le graphique 13, ces dernières augmentent au rythme de la forte croissance du PIB chinois.

Le commerce extérieur allemand a parfaitement su profiter du dynamisme chinois. Les exportations allemandes ont, jusqu'en 2009, évolué au rythme de la croissance chinoise, pour ensuite s'envoler de 2009 à 2012. Plus récemment se dessine un retour à une tendance plus parallèle aux fondamentaux chinois. L'avenir est loin d'être bouché pour les exportateurs allemands. La Chine vise désormais une croissance stable et durable fondée sur une plus forte attention portée à la demande interne²⁸. L'exportation chinoise, dans le passé le véritable moteur de l'expansion, ne sera pas négligée mais sera orientée, de plus en plus, vers des produits à fort contenu technologique. Cette réorientation, qui ne pourra s'effectuer sans des investissements massifs dans l'appareil productif, dans les infrastructures et ce que l'on appelle à l'Ouest « la croissance durable » (ou technologies vertes), ouvrira de nouvelles opportunités au secteur industriel allemand.

Avec un volume de 67 milliards d'euros en 2013, la Chine est pour les exportateurs allemands, le 4^e marché derrière la France, les

²⁸ Cf. BMWI, Länderinformationen, China – Wirtschaftliche Beziehungen, adresse IT *op. cit.*

États-Unis et le Royaume-Uni. Quant aux BRICS (132 milliards d'importations venant d'Allemagne), la Chine absorbe à elle seule un peu plus que la moitié des exportations allemandes vers ce groupe de pays. À court terme, la Chine passera à la 3^e place, à moyen terme à la 2^e – juste derrière la France. Pour la Chine, l'Allemagne est en 2013 le 6^e partenaire commercial, avec 3,9 % du commerce international chinois. Les États-Unis restent à la première place, avec 12,5 %, suivis de Hong Kong (9,6 %), le Japon (7,5 %), la Corée du Sud (6,6 %) et Taïwan (4,7 %). La compétition reste donc vive pour les toutes premières places en Chine²⁹.

L'Afrique du Sud

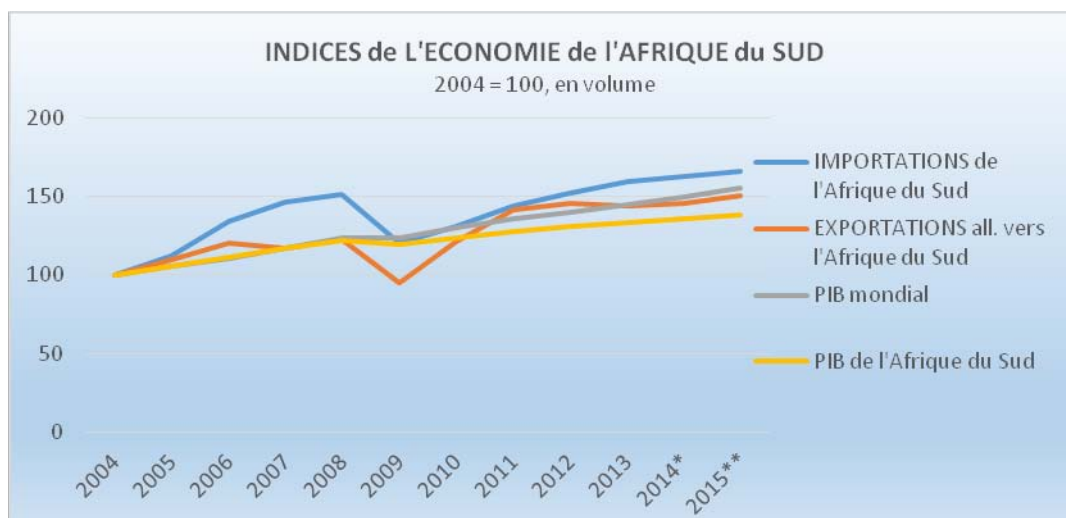
L'intégration de ce pays de 53,7 millions d'habitants dans les BRICS est assez récente et date de 2009. Ce n'est pourtant pas un des gros moteurs de l'économie mondiale : son taux de croissance annuel moyen depuis 2003 est de 3,2 % en volume seulement. Il évolue donc en dessous du taux de la croissance mondiale. Par contre, c'est un pays qui dispose de matières premières : de nombreuses variétés de minerais, dont l'or en quantité, de terres rares et de diamants. Ce pays a donc les moyens de financer ses ambitions de développement dans tous les domaines, de l'industrie jusqu'aux diverses infrastructures. Selon les intentions du gouvernement, l'Afrique du Sud veut devenir une « porte principale » pour l'Afrique subsaharienne.

Il n'est donc pas surprenant, en se penchant sur le graphique 14, que les importations augmentent plus vite que le PIB. Les exportations s'accroissent au même rythme, et la balance commerciale est presque équilibrée. Par ailleurs, ses positions dans les divers classements de développement indiquent que l'Afrique du Sud a atteint un degré de développement supérieur à celui de l'Inde. Avec 6 621 dollars de PIB par habitant en 2013 (5 000 euros), elle se situe dans la moyenne des BRICS³⁰.

²⁹ <German.china.org>.

³⁰ Pour ces chiffres : IMF, *World Economic Outlook database octobre 2014*.

Graphique 14



Sources : IMF, World Economic Outlook database octobre 2014 ; Destatis, banque de données « Genesis » ; Destatis, AußenhandelspreisIndizes, Index der Ausfuhrpreise ; calculs de l'auteur. * Estimations ; **prévisions.

Les principaux points faibles du pays sont le chômage, qui touche 25 % de la population active en 2013. L'inflation tourne autour de 5-6 %. Le déficit budgétaire augmente depuis 2009. Il risque de frôler les 5 % en 2014, entraînant une dette publique en augmentation constante (48 % en 2014). Avec 19,4 % du PIB en 2013, les investissements excèdent l'épargne nationale qui atteint 13,5 % seulement. Les 5,8 % manquants représentent le déficit de la balance courante. Le pays s'endette donc à l'étranger pour financer ses investissements. Ce n'est pas un pays facile pour les investisseurs directs : les règles changent souvent.

L'Allemagne est un partenaire commercial important pour ce pays, même si, lors de ces dix dernières années, les expéditions allemandes augmentent seulement au rythme du PIB sud-africain. Depuis la fin de l'apartheid en 1991, elles ont quadruplé et égalent presque en volume les exportations vers l'Inde en 2013. L'Allemagne, avec 10,3 % des importations sud-africaines, se situe à la 2^e place des fournisseurs en 2013, derrière la Chine avec 15,5 %, mais avant l'Arabie Saoudite (7,8 %), les États-Unis (6,3 %) et l'Inde (5,2 %)³¹.

Quels sont les produits que l'Allemagne exporte en 2013 vers l'Afrique du Sud ? L'automobile et ses pièces liées viennent ici en tête avec 29,9 % des expéditions, suivis des machines (23 %), des produits chimiques (13,5 %), des produits électrotechniques (7,3 %), de l'électronique (4,4 %) et des produits de métrologie industrielle et de la cybernétique (3,7 %), divers : 18,2 %³². À part l'étonnante

³¹ Chiffres de German Trade & Invest, *Wirtschaftsdaten kompakt : Südafrika*, mai 2014.

³² *Ibid.*

prépondérance du secteur automobile, cette structure des exportations correspond à peu près aux structures habituelles des exportations allemandes.

Conclusions

Les crises de ces 15 dernières années n'ont pas entamé la dynamique des échanges commerciaux allemands, exception faite de la période la plus récente. Avec des échanges qui représentent plus de 70 % du PIB allemand, le pays est l'un des plus ouverts au monde. Les soldes commerciaux, dans le vert depuis 1952, se sont considérablement accrus ces 15 dernières années. En 2013, ils dépassent pour la première fois les 7 % du PIB allemand et atteignent près de 200 milliards d'euros. Depuis les années 1950, et à l'exception des années après la réunification allemande, le pays présente un modèle de croissance fondé quasi exclusivement sur les impulsions issues de ses excédents commerciaux³³. L'Allemagne a su préserver sa part dans les exportations mondiales avec près de 8 %.

Même si elle ne représente plus que 57 % des échanges allemands, avec une légère tendance à la baisse malgré l'ouverture aux pays d'Europe centrale, l'UE reste un immense marché libre et intégré qui profite à l'industrie allemande. Elle continue d'y puiser une grande partie de ses forces compétitives (économies d'échelle, coûts salariaux). Un retour en arrière en matière de marché unique et le retour au protectionnisme, même partiel, couperaient l'herbe sous le pied de cette première puissance industrielle et exportatrice d'Europe. Plus de la moitié du solde excédentaire allemand provient toujours du commerce avec les pays de l'Union (109 des 198 milliards d'euros de l'excédent commercial de 2013, soit 55 % !). Cette constatation vaut également pour la zone euro, même si la décélération de son poids dans les échanges allemands est un peu plus marquée (cf. tableau 1). Le poids des pays qui forment aujourd'hui cette zone monétaire est passé en vingt ans de 47 % à 37 % des échanges allemands. L'excédent allemand n'y représente plus que 24 milliards d'euros en 2013 contre 51 milliards d'euros dix ans auparavant. Ces chiffres reflètent assez fidèlement, (1) la stagnation de la demande dans les pays partenaires de la zone euro sous l'effet de la crise de 2008 et, surtout, des politiques de rigueur menées depuis 2011, (2) une meilleure compétitivité de ces pays dont les coûts salariaux ont baissé ces dernières années et, (3) des

³³ Depuis 2013, un retournement est observé : en 2013, l'impulsion donnée à la croissance du PIB allemand par le commerce extérieur a été négative avec -0,5 point, en 2014 avec -0,2 point et pour 2015, on anticipe -0,4 point de croissance. Sachverständigenrat Wirtschaft, *Jahresgutachten 2014/15*, p. 119, tableau 12.

exportations de ces pays en hausse en direction de l'Allemagne. Ce dernier point montre que l'Allemagne continue de jouer un rôle de locomotive économique en Europe, malgré l'ajustement de l'orientation géographique de ses échanges extérieurs.

La décline – toute relative – de l'importance de l'Europe pour le commerce extérieur allemand a été compensée – dans le cadre d'un commerce mondial en hausse et une part de marché allemande relativement stable – par une hausse de la part des pays émergents dans le commerce extérieur allemand. Cela n'est pas une surprise. L'industrialisation de ces pays est en marche depuis 20 ans au moins, voire plus pour certains pays, comme la Corée du Sud ou la Chine. L'ensemble des pays émergents pris en compte dans cette étude (BRICS+MIST+BEVCN) représente 18,2 % des échanges commerciaux allemands en 2013 (363 milliards d'euros), plus que l'ensemble des pays du « reste du monde » (cf. tableau 1). En 2013, le solde commercial allemand avec les pays émergents est devenu excédentaire après une longue période déficitaire, ce qui prouve, si cela était encore nécessaire, la capacité des exportateurs allemands à profiter de la prospérité grandissante de ces pays.

Cette prospérité en devenir, même si la croissance des émergents a été moindre ces 2 ou 3 dernières années, continuera à être fondée sur l'industrialisation. Le modèle allemand d'intégration dans les échanges mondiaux reste donc, pour encore de nombreuses années, adapté et viable. La traditionnelle offre allemande en direction du monde – automobile et pièces liées (17,4 %), machines-outils (15 %), produits chimiques (9,6 %), électronique et optique (7,8 %), matériel électrique (6 %), métaux (5,3 %), pharmacie (5 %) – restera prisée des acheteurs du monde entier, mais surtout des pays émergents³⁴. À condition de préserver une certaine avance scientifique et technologique. Avec les années, les pays émergents – et spécialement la Chine – seront en mesure d'entrer en concurrence avec les industriels allemands sur leur propre terrain. Il sera donc indispensable de soigner plus encore les clés de la réussite exportatrice allemande : la réputation et la notoriété des produits allemands, le maintien à la tête de l'évolution technologique, la construction d'offres encore plus performantes de services connexes (dans ce que l'on appelle communément « l'après-vente »), l'approfondissement des réseaux professionnels et humains avec les clients, l'approfondissement de la connaissance des barrières culturelles pour mieux les éviter, la maîtrise des langues des interlocuteurs, la présence dans les salons professionnels du monde entier. Il s'agit pour cela de mener, au niveau du gouvernement et surtout de la Commission européenne, une politique favorable aux échanges et à l'investissement des industriels dans les pays émergents.

³⁴ Chiffres pour 2013 : BMWI, « Fakten zum deutschen Außenhandel 2013 », Berlin, avril 2014, p. 10.

Cette étude n'a pas permis de suivre de plus près l'investissement direct des industriels allemands dans les pays émergents. Il sera de plus en plus nécessaire de produire « sur place », surtout dans des grands pays émergents, comme la Chine. Ce processus est en cours et aura (ou a déjà) des conséquences pour le commerce mondial : il évoluera à l'avenir au rythme de la croissance mondiale et ne la dépassera plus comme par le passé. Pour s'en convaincre, voici quelques dernières indications sur l'évolution des motivations qui fondent aujourd'hui la décision d'investir dans les émergents : en tête de ces raisons figure, pour les industriels allemands, la volonté d'étoffer leurs réseaux de distribution et de l'après-vente (motivation passée de 37 % en l'an 2000 à 45 % en 2013) ; suit l'intention de la production « sur place » (passée dans la même période de 29 % à 35 %) ; le motif de la « délocalisation », c'est-à-dire la volonté d'économiser des coûts, a reculé de 34 % à 20 %³⁵. Cette évolution assez nette est liée, pour le capital allemand, à la nécessité d'être plus présent dans les régions du monde les plus prospères.

³⁵ Deutsche Bundesbank, « Leistungsbilanzüberschuss der deutschen Wirtschaft », chapitre du rapport annuel de la banque pour 2013, *op.cit.*, p. 51.

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les « Notes du Cerfa » sont des textes concis, à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des « Visions franco-allemandes », les « Notes du Cerfa » sont accessibles sur le site Internet du Cerfa, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Dernières publications du Cerfa

Pierre Zapp, *Un nouvel « Agenda » pour l'Allemagne ? Comprendre les défis économiques et sociaux*, « Note du Cerfa », n° 116, septembre 2014.

Michel Drain, *La dimension parlementaire de la politique de défense allemande*, « Note du Cerfa », n° 115, août 2014.

Camilla Bausch, Matthias Duwe et Benjamin Görlach, *La Politique climatique et énergétique du gouvernement fédéral allemand. Contribution au dialogue franco-allemand*, « Note du Cerfa », n° 114, juillet 2014.

Elise Julien, *Asymétrie des mémoires. Regard franco-allemand sur la Première guerre mondiale*, « Vision franco-allemande », n° 24, juillet 2014.

Claudia Major et Christian Mölling, *La politique de défense allemande en 2014 et au-delà : un changement est-il possible ?*, « Note du Cerfa », n° 113, juin 2014.

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Le Cerfa bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère des Affaires étrangères et européennes et l'Auswärtiges Amt ; son conseil de direction est constitué d'un nombre égal de personnalités françaises et allemandes.

Le Cerfa a pour mission d'analyser les principes, les conditions et l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de trouver et de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Hans Stark assure le secrétariat général du Cerfa depuis 1991. Yann-Sven Rittelmeyer est chercheur au Cerfa et responsable de la publication des « Notes du Cerfa » et des « Visions franco-allemandes ». Nele Wissmann est chargée de mission dans le cadre du projet « Dialogue d'avenir ». Lea Metke est chargée de projets au sein du Cerfa.